

**RÉVEIL COURRIER****Ukraine****Iran****Covid-19****La France vue de l'étranger****L'HEBDO****HOR**

ÉCONOMIE • RUSSIE • INFLATION

# Commerce. Les sanctions contre la Russie marquent la fin de la mondialisation

L'espoir né, après la chute de l'URSS, de l'avènement d'un libre-échange équilibré est mort avec l'invasion de l'Ukraine, juge le grand quotidien américain. Avec l'isolement économique de la Russie s'ouvre une ère de blocs antagonistes et d'accords commerciaux entre pays amis.

SOURCE :  
**The Wall Street Journal****Réservé aux abonnés**

Publié le 19 avril 2022 à 11h13



Lecture 9 min.



 Partager

L'effort entrepris par les États-Unis pour exclure la Russie du commerce international marque une nouvelle fracture dans la vision du libre-échange tel qu'il guide la politique américaine depuis près de trente ans, augurant d'un avenir où les États et les entreprises ne commercent plus avec n'importe qui, ami ou ennemi, et privilégieront les partenaires de même sensibilité.

Les décisions de Washington et de ses alliés européens depuis que la Russie a envahi l'Ukraine ont été rapides et drastiques, notamment l'interdiction ou la diminution des achats de pétrole, de gaz et de charbon pour faire pression sur le président russe, Vladimir Poutine, afin qu'il retire ses troupes.

Les Occidentaux ont aussi pris des mesures pour exclure les banques russes des réseaux financiers internationaux, tandis qu'au Congrès américain une coalition bipartite a présenté une proposition de loi appelant Washington à faire pression pour suspendre la Russie de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – ce qui serait sans précédent dans l'histoire de l'institution internationale [le 11 mars, les pays alliés contre la Russie ont décidé son exclusion du régime normal de réciprocité régissant le commerce mondial].

À LIRE AUSSI : **[Sanctions. Joe Biden et ses alliés du G7 mettent la Russie au ban du commerce international](#)**

*“Le commerce international tel que nous le connaissons, axé sur l'OMC et un ensemble de règles de base régissant tous les échanges, est en train de s'effondrer”, résume Jennifer Hillman, avocate spécialisée en droit du commerce et ancienne juriste auprès du tribunal de l'OMC, qui enseigne aujourd’hui le droit international à l'université Georgetown [à Washington].*

## Assauts antimondialisation

Le concept de mondialisation – où les nations commercent entre elles sans entraves ou presque, chacune se spécialisant dans les biens et services qu'elle maîtrise le mieux – est malmené depuis des années déjà, sous l'effet des rivalités économiques, des fermetures d'usines dans les pays riches mais aussi de ces

voix qui s'élèvent pour estimer que l'ouverture des frontières commerciales n'est pas dans l'intérêt national, en particulier en situation de crise.

Donald Trump durant sa présidence a accentué cette tendance en déclenchant en 2018 une guerre commerciale avec la Chine. La pandémie de Covid-19 a encore poussé en ce sens en mettant à nu la dépendance américaine aux importations, notamment celles d'équipements de protection et de puces électroniques.

L'avenir du commerce mondial pourrait se jouer, selon Jennifer Hillman, dans la multiplication d'accords régionaux dont les signataires partageraient davantage d'intérêts communs, à l'image du pacte entre les États-Unis, le Canada et le Mexique signé en 2020.

À LIRE AUSSI : **Vu du Canada. Les "Trois Amigos" nord-américains se réunissent pour un sommet à enjeux**

*“Nous allons à mon avis avoir de plus en plus de blocs commerciaux par affinités, poursuit-elle. Reste à savoir s'il s'agira d'alliances formalisées ou non.”*

## Relocaliser n'est pas bon pour l'inflation

Pour ses partisans, pourtant, la mondialisation a largement répandu ses bienfaits, ouvrant de nouveaux marchés aux entreprises et rendant une variété de biens de consommation plus accessibles aux consommateurs. Relocaliser la production ne ferait qu'ajouter à l'inflation, déjà préoccupante.

Pour Bill Reinsch, du Center for Strategic and International Studies, un groupe de réflexion de Washington consacré aux enjeux de sécurité nationale aux États-Unis, les technologies du transport et des communications sont telles que les entreprises ont encore tout intérêt à la mondialisation, qui leur permet de proposer les produits les plus compétitifs.

Les initiatives pour isoler la Russie sont “très satisfaisantes à court terme, car ce que font les Russes aujourd’hui est très grave”, commente Bill Reinsch, qui ajoute :

*“Mais personne ne veut trop réfléchir aux*

## *conséquences à long terme d'un affaiblissement des institutions internationales.”*

Quelles que soient les vertus de la mondialisation, le monde s'en détourne depuis une bonne décennie maintenant. L'apogée de la mondialisation a eu lieu en 2008, si on la mesure à l'aune des exportations dans le produit intérieur brut mondial : leur part a culminé cette année-là à 31 %, pour chuter à 26 % en 2020.

Autre frein au commerce international, les droits de douane ont été relevés par de nombreux pays, dont les États-Unis. Depuis 2010, la valeur des échanges mondiaux soumis à des droits de douane et autres barrières est passée de 126 milliards de dollars à 1 500 milliards de dollars [113 milliards d'euros à 1 349 milliards d'euros], selon l'OMC.

## **Optimisme d'après-guerre froide**

L'OMC a vu le jour en 1995 dans un élan d'optimisme d'après-guerre froide, où l'on imaginait un monde fédéré par les idéaux de libre-échange et d'ouverture des marchés et par les avancées de la démocratie mondiale : ses membres s'engagent alors à appliquer à tous les autres les mêmes règles, sans discrimination.

Douglas Irwin, professeur d'économie et historien des échanges à [l'université] Dartmouth College, rappelle :

*“En 1995, nous avions cette vision des choses très ‘village mondial’. Il n'y a pas plusieurs systèmes, il y a un seul ensemble de règles au sein de l'OMC, les chaînes de valeur sont mondiales, les chaînes d'approvisionnement sont mondiales et tout est intégré.”*

Mais l'usure du système est de plus en plus visible, et cela ne date pas d'hier, assure-t-il. Lancées en 2001 avec pour but de baisser les barrières douanières sur les produits agricoles et de venir en aide aux populations pauvres dans une économie mondialisée, les négociations du cycle de Doha se sont soldées par un

échec [en 2006].

Puis, après la crise financière de 2008, qui a accouché d'une nouvelle génération de sceptiques, la guerre commerciale Chine/États-Unis et la pandémie ont incité de nombreuses entreprises et de nombreux États à réexaminer les conséquences pour l'économie nationale de leurs dépendances commerciales.

À Lyons, dans l'Illinois, Atlas Tool Works, un fabricant d'engrenages, transmissions et autres composants mécaniques pour les usines, a vu son volume d'activité s'envoler subitement quand les États-Unis se sont mis à taxer les importations chinoises. *“La Russie comme la Chine sapent activement la sécurité économique américaine”*, analyse Zach Mottl, dont la famille détient l'entreprise depuis 1918. L'invasion de l'Ukraine vient montrer sans ambiguïté que *“la mondialisation n'est pas facteur de paix”*, estime-t-il. Et que les États-Unis doivent s'empresser de découpler leur économie de celle de la Russie et poursuivre leur prise de distances avec la Chine. L'initiative des parlementaires visant à exclure la Russie de l'OMC va dans ce sens, même si un vote au Congrès américain n'a aucune force contraignante.

## L'OMC n'a pas prévu de procédure d'expulsion

Jamais dans son histoire l'OMC n'a vu naître une volonté sérieuse de mettre dehors l'un de ses 164 membres. Les statuts de l'organisation n'ont pas même formalisé de procédure d'expulsion, et les Américains auront toutes les peines du monde à convaincre les autres États de prendre une telle mesure, inédite.

Mais même en l'absence d'action formelle de l'OMC, certaines entreprises ont déjà décidé de suspendre leurs activités en Russie, voire d'y mettre un terme. Apple, Ford et Dell, notamment, ont coupé les ponts ou suspendu leurs activités, d'autres, dont les géants pétroliers BP, Shell et Exxon Mobil, retirent leurs investissements ou ferment leurs sites de production en Russie. *“Les entreprises américaines ont réagi avec force et affichent leur soutien à une réaction rapide et ferme à la crise causée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie”*, se félicite Myron Brilliant, vice-président exécutif et responsable des affaires internationales à la chambre du commerce américaine.

À LIRE AUSSI : **Départs en masse. Les entreprises occidentales “baissent le rideau” dans toute la Russie**

Jamais non plus aucun signataire du Gatt, le prédecesseur de l'OMC, n'en avait été exclu – l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce avait été fondé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec pour objectif d'empêcher les conflits commerciaux et les guerres entre grandes puissances.

L'accession de la Russie à l'OMC en 2012 est venue parachever à certains égards des décennies d'efforts pour mettre à bas le système de blocs qui caractérisait l'économie mondiale, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique. Pendant toute une génération, les économistes ont classé l'économie entre “premier monde” (les pays riches et développés, soit les États-Unis, l'Europe, le Japon et leurs alliés) et “second monde”, le bloc soviétique et ses alliés communistes en Europe de l'Est et en Chine. Le “tiers-monde”, qui renvoyait d'abord aux pays non alignés, en viendra plus tard à désigner de façon péjorative les pays pauvres.

Après la chute de l'Union soviétique en 1991, ses anciens satellites se sont empressés de rejoindre l'OMC : l'Estonie, la Lettonie et le Kirghizistan en 1999, la Géorgie en 2000, la Lituanie et la Moldavie en 2001, l'Arménie en 2003. En 2004, les trois États baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) entraient aussi dans l'Union européenne.

La Russie elle-même n'a pas résisté longtemps, et en 2006 George W. Bush et Vladimir Poutine se rencontraient à Hanoï, au Vietnam (un pays communiste qui lui aussi allait rejoindre l'OMC l'année suivante), pour signer l'accord bilatéral ouvrant la voie à l'accession de Moscou à l'organisation commerciale.

*“C'est un bon accord pour les États-Unis et un accord tout aussi important pour la Russie”,* avait alors déclaré le président Bush. *“Et c'est un bon accord pour tous les acteurs du commerce mondial.”*

## L'erreur de l'entrée de la Chine à l'OMC

Si les relations avec la Russie aujourd'hui se gâtent, Derek Scissors, chercheur à l'American Enterprise Institute, un groupe de réflexion conservateur, estime que

faire entrer la Chine à l'OMC [fin 2001] a été une bien plus grave erreur : la Russie est une économie relativement petite et isolée – un dixième de la taille de la Chine – et Pékin pratique un interventionnisme aux antipodes du système américain. Si bien que les tensions entre les États-Unis et la Chine sont vouées à s'exacerber, prédit le chercheur.

À LIRE AUSSI : **Une course à l'hégémonie technologique entre la Chine et les États-Unis**

Aujourd’hui, le monde pourrait revenir à une séparation plus nette entre blocs commerciaux. Les États-Unis vont certes cesser leurs achats de pétrole russe, mais d’autres continueront. La guerre commerciale entre Washington et Pékin n'a pas détourné la Chine de son programme “Made in China 2025” [lancé en 2015], avec notamment la mise au point de hautes technologies capables de rivaliser avec l’Occident.

## Fragmentation du libre-échange

Si les législateurs américains planchent encore sur les détails, certaines mesures recueillent déjà un large soutien, tous partis confondus. C'est le cas du plan d'investissement de 52 milliards de dollars destiné à relancer la production nationale de semi-conducteurs – un type de politique industrielle qui, il y a dix ans, aurait été proprement inimaginable.

À LIRE AUSSI : **Industrie. Les États-Unis cherchent à rapatrier la production de puces électroniques**

Cependant, même en cas de résolution rapide, la fracture est telle qu'elle a peu de chances d'être comblée. Sous l'effet d'un phénomène qui a déjà le nom de “Splinternet” [mot-valise avec l'anglais “to split”, “se scinder”, et Internet], Internet lui-même se fragmente, la Russie imitant la Chine dans sa volonté de couper les ponts numériques avec l’Occident pour restreindre l'accès à l'information.

À LIRE AUSSI : **Vu des États-Unis. Le blocage russe de Facebook est “un acte d'intimidation” contre l’Occident**

Le temps de la belle entente commerciale et du libre-échange sans cesse plus libre, y compris avec des adversaires, apparaît de moins en moins comme l'aboutissement d'une grande tendance, et de plus en plus comme une aberration.

*“Ce fut une période exceptionnelle, naïve, et à peine y avions-nous goûté que déjà nous n’en voulions plus, résume Derek Scissors. En ce temps-là, à partir de 1993, nous avons cru pouvoir avoir un système commercial mondial. De mon point de vue, ce n’était rien de plus qu’une toquade.”*

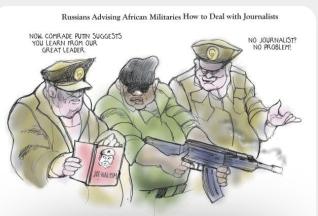
**Josh Zumbrun**

[Lire l’article original](#)

## Nos lecteurs ont lu aussi



**Contre-la-montre.**  
Face aux sanctions, les camions russes et biélorusses quittent l’Europe en catastrophe



**Analyse.** Face à la guerre en Ukraine, les raisons de la neutralité africaine



**Analyse.** Dans le Donbass, une bataille décisive pour l’avenir de l’Ukraine se prépare



**Vu de Russie.** Pour Moscou, la livraison d’armes lourdes occidentales à l’Ukraine est une ligne rouge

Europe

Amériques

Économie

Libre-échange

Sanctions contre la Russie

Inflation

Russie

## Source de l’article



**The Wall Street Journal** (New York)

C'est la bible des milieux d'affaires. Mais à manier avec précaution : d'un côté, des enquêtes et reportages de grande qualité ; de l'autre, des pages éditoriales tellement partisanes qu'elles tombent trop souvent dans la mauvaise foi la plus flagrante.

Récompensé par 37 prix Pulitzer, The WSJ est surtout apprécié pour ses analyses des

marchés financiers et son suivi des tendances du management et des affaires. Depuis son rachat, en juillet 2007, par le groupe News Corp. de Rupert Murdoch, le quotidien a toutefois évolué vers une formule plus généraliste. Le but : rivaliser avec *The New York...*

[Lire la suite](#)

## Nos services



### Hors-série : Best-of 2022

Géopolitique, sciences, société... Retrouvez dans notre hors-série les photos...  
[Je commande mon hors-série](#)



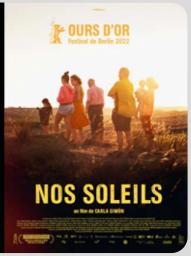
### Gymglish

Les rois mages arrivent !  
Êtes-vous incollables sur cette tradition ? Faites le tes...  
[Je joue →](#)



### Cinéma

Tentez de remporter une invitation pour deux personnes à l'avant-premièr...  
[Je tente ma chance →](#)



### Festival Jeux de

Tentez d...  
pass VIP  
Internati...  
Je tente

## Les plus lus

1

**MeToo. Les stars du “Roméo et Juliette” de 1968 portent plainte pour abus sexuels**

2

**Climat. La douceur hivernale, “phénomène le plus extrême jamais observé en climatologie européenne”**

3

**Universités. Au Canada, des étudiants étrangers qui déchantent**

4

**Environnement. La Namibie dit “niet” à un projet russe d'exploitation de l'uranium**

## Nos services



## Hors-série : Best-of 2022

Géopolitique, sciences, société... Retrouvez dans notre hors-série les photos et les articles de la presse étrangère qui ont marqué 2022.



**Courrier  
international**

[Je commande mon hors-série →](#)

[Newsletters](#)

[Applications](#)



HEBDO

**Pourquoi il faut penser global**



HORS-SÉRIE  
**Best-of 2022**

[Qui sommes-nous ?](#) • [CGVU](#) • [Mentions légales](#) • [Politique de confidentialité](#) • [Paramétrier les cookies](#) • [Nos flux RSS](#) •

[Agence Courrier international](#) • [Annonceurs](#) • [Contact](#) • [Aide \(FAQ\)](#)